

## Comité permanent des finances (FINA)

### Consultations prébudgétaires 2012

## Canadian Independent Petroleum Marketers Association

### Réponses

#### 1. Reprise économique et croissance

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Le secteur des entreprises pétrolières indépendantes du Canada représente un volet vital en expansion de l'économie canadienne. Toutefois, sa croissance est freinée par les pénuries récurrentes de produits raffinés dues aux pannes dans les raffineries, aux interruptions dans le réseau de distribution de carburant au Canada, et par les spécifications contradictoires s'appliquant au carburant qui varient selon les provinces. Un mécanisme de rapport plus rapide et transparent sur les stocks des raffineries leur fournirait les renseignements nécessaires pour pallier aux futures interruptions dans les fournitures en négociant des sources d'approvisionnement additionnelles, ce qui les aiderait à prévenir les pénuries et à poursuivre leur croissance. En outre, une meilleure harmonisation des spécifications entre les diverses provinces et à l'échelle nationale aiderait les vendeurs de carburant indépendants à prendre de l'expansion dans les provinces voisines. L'ajout de dispenses mieux adaptées relativement à des attributs spécifiques du carburant en cas de problèmes dans les réseaux de production et de distribution de pétrole faciliterait la libre circulation des produits de part et d'autre des frontières canado-américaines et des limites provinciales, facilitant ainsi la croissance des entreprises et la création d'emplois.

#### 2. Création d'emplois

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

D'après le Bureau de la concurrence, les marchands au détail canadiens doivent payer certains des tarifs les plus élevés au monde pour les cartes de crédit, et les membres de notre secteur sont particulièrement touchés. Les marchands de pétrole indépendants font affaire dans un contexte extrêmement compétitif, caractérisé par des marges bénéficiaires faibles et généralement stables. Alors que les consommateurs optent de plus en plus pour le mode de paiement électronique, les commerçants de pétrole indépendants ne peuvent guère refiler aux clients les coûts additionnels pour les cartes de crédit. Vu les niveaux actuels des prix de l'essence, ils doivent en moyenne payer jusqu'au tiers de leur marge de fonctionnement aux agences de cartes de crédit, soit Visa et MasterCard, simplement pour le traitement des paiements. Cela les empêche dans une large mesure d'investir dans de nouvelles possibilités d'affaires, d'engager plus de personnel et d'acheter des nouveaux biens d'équipement. Des frais de transactions plus justes pour les détaillants, tout en laissant aux agences de

cartes de crédit une marge bénéficiaire raisonnable pour leur investissement, aideraient nos membres, qui sont des entrepreneurs bien implantés localement, à développer leurs entreprises et à investir davantage dans leurs localités.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Nos membres fournissent directement et indirectement plus de 20 000 emplois à des Canadiens. Tel que mentionné précédemment, une baisse des frais de carte de crédit grâce à une réglementation intelligente permettrait à nos membres et aux gens d'affaires en général de consacrer plus d'argent à la formation des employés, et d'embaucher du nouveau personnel.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Les réserves de produits pétroliers au Canada sont très précaires. Les marchands de pétrole indépendants doivent passer beaucoup de temps pour s'approvisionner en produits respectant les spécifications de chaque province, surtout en période de pénurie de carburant. Par ailleurs, les différences minimales dans les spécifications entre les provinces nuisent aux possibilités d'affaires interprovinciales. L'harmonisation des règlements entre les diverses provinces favoriserait la libre circulation des produits pétroliers au pays, et ouvrirait la porte pour que des entreprises comme celles de nos membres puissent consacrer leurs efforts au développement de nouvelles possibilités d'affaires et à une utilisation plus productive de leurs ressources.

### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Comme nous l'avons mentionné, les tarifs élevés pour les cartes de crédit affectent considérablement le secteur du commerce au détail et les vendeurs de pétrole indépendants en particulier. Le ministre des Finances a le pouvoir d'intervenir et d'instaurer un contexte d'affaires plus propice pour les petites et moyennes entreprises de l'ensemble du Canada, entreprises capables d'ajouter des emplois et d'investir des sommes considérables dans l'économie canadienne, et nous l'exhortons à agir dans ce sens. À notre avis, une rationalisation et une réglementation plus justes des frais de transaction sur les cartes de crédit ainsi que le renforcement du système Interac au Canada permettraient de corriger cette situation de toute évidence injuste et donneraient aux gens d'affaires, y compris nos membres, la possibilité de développer leur entreprise et d'ajouter des emplois à l'économie canadienne. D'autre part, les importateurs de carburant de petite ou moyenne taille dans l'Est du Canada sont menacés par un problème d'affaires spécifique à cause de l'adoption prochaine par le Québec et les provinces de l'Atlantique d'une nouvelle règle qui obligera à ajouter du biodiesel dans le mazout et le diesel. Or, les petits importateurs, qui contribuent à remédier aux pénuries de produits pétroliers au Québec et dans les provinces de l'Atlantique grâce à leurs activités d'importation, seront pénalisés par le fait même. D'après nos estimations, cela coûtera environ 2,5 millions de dollars par année à un de nos membres, la compagnie Norcan, pour respecter cette nouvelle règle. Parallèlement, ces petits importateurs doivent rivaliser sur un marché très difficile avec des raffineurs qui ont la possibilité de respecter les exigences

relatives au biodiesel dans d'autres régions du Canada au climat plus doux, alors que la compagnie Norcan ne pourra pas transmettre ce coût additionnel à ses clients sans risquer de les perdre. Nous recommandons aux gouvernements visés de modifier la définition de « petits importateurs » dans le nouveau règlement en fixant le critère à 75 ml, ce qui éliminerait le désavantage injuste que les nouvelles règles imposeraient à cette entreprise canadienne d'envergure régionale.